L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 15 OCTOBRE 1867.

Journal publié par
G. FABRESSE & Co.
G. FABRESSE, PROPRIETAIRES :
G. FABRESSE, W. HOPKINS,
S. HARBY.

Rue de Chartres No. 83, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 15 OCTOBRE.

Abonnés à la semaine.

Les porteurs de L'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine," à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Ventes à l'encan de ce jour.

PAR D. E. MURPHY.—110 heures et demie, au No 67 rue des Magasins, savon brut, huile de blanc de baleine.—A une heure P. M., à l'entrepot Pelican, par ordre du Commerce et Notre Dame : lests d'ancrage, de l'ade et corde du Kentucky.

PAR FERNANDEZ, HYDE & Co.—A 10 heures, au No 28 rue de la Vieille Levée, un grand assortement d'articles pour modistes ; 50 cages de marchandises diverses.—A midi, broderies blanches et rubans, et rideaux brodés.

PAR R. B. STARR.—10 heures et demie, au No 66 rue des Magasins, sur échantillons, sac et gros sel.

PAR B. TURPIN.—10 heures et demie, au No 67 rue des Magasins, vin de Porto, whisky, sardines.

PAR F. FERNANDEZ.—A 10 heures et demie, à son magasin d'encan, 300 lots de marchandises sèches.

PAR J. F. SPEAR.—A 10 heures et demie, au coin de la rue St Louis et Bourbon, 26 mulets.

Panique et suspension.

Il était difficile que la Nouvelle-Orléans échappât à la panique qui s'est emparée de tant d'autres villes. Hier, les détenteurs des billets de nos banques libres se sont précipités en foule aux comptoirs de ces institutions pour les échanger contre des espèces. La banque de l'Union, la banque des Arts et la banque d'Orléans, après avoir résisté au choc pendant quelque temps, ont suspendu leurs paiements.

Nous n'avons encore qu'un si faible data sur les districts ruraux que nous ne saurions apprécier au commencement de la journée l'importance des demandes d'un état de choses auquel nous sommes complètement étrangers. Le journal qui reproche à commerce de ville de refuser le coton des planteurs, sous prétexte de rapport entre le prix de marché de New York et le prix du jour à la Nouvelle-Orléans, ce sont, ajoute-t-il, les fabricants européens qui prennent notre coton. Les acheteurs sont à Londres, à Liverpool, à Manchester ou au Havre, ou les ventes se font journellement à des prix bien plus élevés que ceux qui existent en ce moment. Leurs agents viennent aux Etats-Unis avec ordre d'acheter et le crédit nécessaire pour solder leurs achats en lettres de change sur Angleterre. Qu'importe donc, demande-t-il, que la Mississippi, que les banques de New York suspendent leurs paiements, qu'importent aux faillites de Boston et de Philadelphie? Nous vendons aux agents des fabriques de tout le monde qui sont tenus de trouver l'argent nécessaire aux achats qu'ils font chez nous et ici. Le devoir du marchand de la Nouvelle-Orléans est donc de coton est d'y faire. Notre accusateur ne se point vendre aux prix que valent en ce moment les cotons.

Cette argumentation est fausse, et il est facile de le démontrer qu'un journal obligé de faire des articles sur les questions commerciales et industrielles, ait pu se tromper si lourdement sur la position faite au commerce de la Nouvelle-Orléans. Si les planteurs pouvaient s'adresser directement leur coton en Europe, s'ils entendraient certainement un fort beau prix, mais du moment où ils sont obligés de le vendre ici aux agents des fabriques de l'ancien Monde, la transaction subit l'influence du marché local. Ce n'est pas seulement à la Nouvelle-Orléans que le coton a fléchi ; il en a été de même en Angleterre, à New York et à Galveston. Les acheteurs anglais ou leurs agents n'apportent point de l'argent ou de la fer aux Etats Unis, mais de simples lettres de crédit. Ces lettres les autorisent à tirer sur Londres jusqu'à concurrence d'un montant fixé par la banque ou la maison qui les émet. Le prix du coton étant payé aux marchands en argent, le chargé d'affaires des fabricants ou des spéculateurs d'Europe ne donne ses lettres de chaîge. Il les vend au taux du moment, et avec les sommes qui lui sont remises, il solde le marchand qui lui a vendu du coton.

Or, le change sur Londres se coté à cette heure à des taux très élevés, même à ce taux, on trouver un acheteur. La baisse du coton était donc inévitable. L'arrivée de cette dernière sur notre place jointe à la difficulté de vendre le change sur l'Angleterre a produit cette panique par une combinaison causes dont la plus grande est celle que nous venons de signaler.

Mais, dit le journal du Mississippi, si le coton est en baisse, le marchand à qui il est envoyé en doit passer vendre. C'est très bien à dire, mais ne sait on pas que la marchandise qui se place plusieurs occupées par mois, ne peut être expédiée au récolte avant sa signature engagée en faveur de celui qui l'a vendue ? Ne sait on pas qu'elle garantit généralement des dettes contractées par le planteur lui-même ? Et ces dettes, elle doit les payer pour sauver son propre crédit et maintenir sa propre dette. Le planteur ne vendant lui-même que ses produits, elle n'est pas tenue obligée de les convertir en argent et de vendre quand même malgré la baisse.

Ces difficultés sont familières aux habitants de l'intérieur, et ce sont les plus grand nombre s'adressent aux maisons qui font ici leurs affaires pour obtenir leur acceptation d'effets payables à trois, quatre ou six mois. Il faut donc s'attendre à ce que ces derniers ne puissent se rapprocher aux marchands de vendre à bas prix, pour hâter leur signature et celle des habitants, les produits que ceux-ci leur ont expédiés?

Le planteur qui ne doit pas peut seul acheter et donner à son agent l'ordre de ne point vendre au dessous d'un certain taux. Mais le planteur qui ne doit pas ou qui a participé d'avance réalisé une partie plus ou moins considérable de la valeur de leur récolte, sont extrêmement rares. L'honneur et la probité la plus élémentaire commandent à ceux qui ont des dettes à acquitter d'envoyer leurs produits au marchand qui a vendu leurs billets.

Le reproche adressé au commerce de la Nouvelle-Orléans n'est donc pas fondé. Il est évident que le planteur qui [illegible] un absolu besoin d'argent, soit pour [illegible] ses dettes, soit pour solder d'inévitables frais d'exploitation, fera bien de garder sa récolte. Des jours meilleurs luiront bientôt, nous n'en doutons pas. L'Europe a besoin de nos cotons, et comme elle n'en recevra qu'une faible partie, celle que les habitants auront été obligés de sacrifier, elle enverra du numéraire en Amérique pour compléter ses achats. Cet argent arrivant ici en abondance relèvera le marché et exercera une influence salutaire sur la situation générale. Et c'est ainsi que nos richesses agricoles seront le salut du pays. Nous avons assez de graine, de tabac et de coton pour combler la brèche faite à nos finances par l'extravagance et les folies des importateurs. Encore quelques semaines, et l'équilibre commercial sera rétabli.

Dépêches télégraphiques.

TRANSMISES A L'ABEILLE.

NOUVELLES FINANCIÈRES.—New-York, 13 octobre, après midi.—L'assemblée des directeurs de différentes banques est encore en session ; mais on croit, sur autorité certaine, que la majorité a décidé de suspendre.—Les dernières nouvelles disent que les banques ont résolu de suspendre, mais de faire un change régulier.—Le "Clearing House Committee" est probablement pour Albany, afin d'entrer en pourparler avec le gouverneur, sur la demande d'une session extraordinaire de la législature.

NOUVELLES FINANCIÈRES (suite).—New-York, 14 octobre.—Le "Boston" et d'autres banques de la Nouvelle-Angleterre ont suspendu leurs paiements.

Le sentiment financier est décidément plus encourageant, moins sombre — L'American Exchange Bank repousse les traites du Sud.

Augusta, Ga.—Une assemblée publique de citoyens eut lieu d'Augusta à ce sujet hier soir, et des résolutions ont été adoptées, recommandant aux banques de suspendre leurs paiements.

Vicksburg, 13.—L'Atlantic est passé à 9 heures du soir, descendant le fleuve.

LE VANDERBILT ATTENDU. — New-York, 13 octobre. 4 heures de l'après-midi.—Rien ici n'annonce le Vanderbilt, attendu, étant parti de Havre le 2 de ce mois.

Vicksburg, 13.—La Belle Créole et le Morrison sont passés, descendant le fleuve, la Belle Créole à une heure et le Morrison à 4 heures, cette après-midi.

AFFAIRES FINANCIÈRES.

Cincinnati, 14 oct.—Les banques des villes et après dégagées ont suspendu leurs paiements en espèces, aujourd'hui.—New-York, Albany, Brooklyn, Boston, Hartford, Trenton, Portland, et généralement toutes les villes du New-England.

On s'attend à voir les banques de Buffalo prendre, demain, la même résolution.

AFFAIRES A NEW-YORK.

New York, 14 oct.—Le Fort Wayne est comparativement calme. On ne se porte plus tant sur les banques d'épargnes de cette ville; elles ont en ce reste promptement répondu aux demandes d'une grande partie des grandes banques d'épargnes ont été forcées de fermer leurs portes.

Les banques d'épargnes de New York se consultent sur la proposition de payer dix pour cent sur les dépôts.

BANQUES QUI PAYENT EN ESPÈCES.

New York, 14 oct.—La "Bank of America" et la "Chemical Bank" continuent à payer en espèces.

On dit que la banque Manhattan en fait de même.

Les autres banques suivront probablement cet exemple, en faisant des paiements partiels.

DEUX MILLIONS en espèces ont été payés par le Trésor pour remplacer les paiements faits par les banques d'épargnes.

PRIX DE L'OR.

New York, 14 oct.—L'or se vend à 4 et 5 pour cent de prime.

STOCKS.—Au bureau des courtiers de change, il a été résolu de recevoir des checks certifiés pour les *stocks*. Après cette décision, les stocks ont élevés de 1 à 3 pour cent. A la seconde réunion des courtiers, les stocks sont devenus encore plus fermes.

ASSEMBLÉE DE NÉGOCIANTS.

New York, 14 oct.—A l'assemblée de négociants tenue ce matin, on a exprimé la plus entière confiance dans les banques de la ville de New York et reconnu qu'elles paieront pouce pour pouce.

NOUVELLES DE WASHINGTON.

LE NICARAGUA.

Washington, 14 oct.—L'Administration n'a pas reconnu le gouvernement actuel du Nicaragua, comme l'a dit une dépêche précédente, qui n'a pas été expédiée par la Presse Associée.

Cincinnati, 14 oct.—Farine 84 35 à 4 75; blé rouge 2 75 à blanc 90; whisky 14 cts.

New York, 14 oct.—Coton, calme; farine fermé; blé hausse $1 25 à 1 26; rouge $1 15 à 1 20; maïs ferme; porc languissant; graine 13½ à 16; whisky 22 cts.

LA QUARANTAINE.—Nous apprenons que le gouvernement a levé l'interdit prononcé contre les navires venant des ports de la zône torride où sévit ordinairement la fièvre jaune. Désormais, ces bâtiments remonteront librement jusqu'à la Nouvelle-Orléans à moins qu'il ne se trouve à leur bord des personnes atteintes de maladies contagieuses.

ACCIDENT. — M. WM H. BOBO, habitant de la paroisse Madison, a été dernièrement victime d'un triste accident. Il chassait et a reçu la charge d'un fusil qu'un nègre imprudent sur le pavé, il poussait un cri qui faisait croire à ses amis qu'il éprouvait une atteinte de goutte.

A l'époque de son procès avec M. de Marazo, on a pu le rencontrer souvent aux abords du palais, buvant au bras d'un de ses bons amis, le docteur Villebon. Cela durait ainsi pendant cinq mois. Planche rencontrait chaque jour son ami et jamais il ne lui vint à l'idée de le consulter. Celui ci, qui voyait le coffre bon et la figure épanouie, croyait comme tout le monde aux rhumatismes. Enfin, il y a deux mois, Planche se mit au lit, se plaignant uniquement d'une diminution d'appétit.

Il y a quelques jours, le docteur Villebon, dans une visite d'amitié qu'il lui fit, crut découvrir certaines symptômes inquiétants, mais il lui fut impossible d'obtenir un aveu du malade. Cependant, on apporta un bain tandis qu'il était là, et bon gré malgré il entra le pied de Gustave Planche : un coup d'œil lui suffit pour lui révéler les désordres affreux qui s'étaient déclarés dans son sang. Un médecin moins habile que le docteur Villebon aurait immédiatement prescrit des bains sulfureux, mais il savait que le malade était plus qu'indiqué, et malgré les protestations de G. Planche, il le fit conduire à la maison de santé du docteur Dubois, afin qu'il puisse y être soigné.

Le lendemain de son entrée, Planche, vivant seul, habitait une chambre d'hôtel. Le docteur Villebon assemble quelques célébrités médicales en consultation, afin de résultat de cet examen laissa peu d'espoir de sauver le malheureux artiste. Du pied, qui était perdu, les désordres envahirent la jambe et tout l'appareil de la circulation fut attaqué.

C'est le 19 septembre, à 5 heures du soir, que M. Gustave Planche a expiré. Pendant toute la durée de sa maladie, le savant docteur a reçu les témoignages de sympathie des représentants les plus éminents de l'art et de la littérature. A peine âgé de cinquante ans, M. Planche avait déjà la taille voûtée et la physionomie d'un vieillard. Son talent supérieur ne l'empêchait pas du dehors ; il avait un dédain morose pour le luxe, l'élégance et le simple bien être. Il fût mort dans un grenier si ses amis ne se fussent montrés plus soucieux que lui de sa santé et de sa vie.

Né à Paris le 16 février 1808, M. Gustave Planche, après d'excellentes études au collége Bourbon, commença sa carrière de critique que la découverte de dilapidations considérables, mais elle ne durerait pas longtemps.

A Paris, on s'occupe à peu près exclusivement du voyage de l'empereur Napoléon III en Allemagne.

La correspondance suivantes, donne quelques détails sur les derniers événements ministériels :

"Madrid, 16 septembre.

"La crise ministérielle est terminée. Les ministres demeurent à leurs postes respectifs, après avoir reçu de la reine d'éclatans témoignages de sa satisfaction et de sa confiance. On croit que le général Lersundi conservera le portefeuille de la marine, et que l'idée de remplacer le général Concha à la Havane est abandonnée, quant à présent. M. Marfori doit être nommé lieutenant du palais.

"Le général Armero et M. Mayano, à qui certaines versions faisaient jouer un rôle dans les combinaisons politiques à la suite d'un changement de cabinet, doivent quitter ces jours ci Madrid: le premier pour se rendre dans ses propriétés d'Andalousie, le second pour se transporter à Valence. Beaucoup d'hommes politiques qui prenaient leurs vacances commencent à rentrer à Madrid.

"On assure que sous peu de jours paraîtra le décret de convocation des Cortès.

"La *Discussion*, journal démocratique, a été condamné pour la troisième fois par le tribunal de la presse, à 10.000 reaux d'amende."

MORT DE GUSTAVE PLANCHE.

Nous lisons dans une correspondance :

Le plus célèbre représentant de la grande critique, — Gustave Planche, — vient de mourir. Il y a neuf ou huit mois, il n'aperçut qu'il avait sous le pied droit un petit abcès ; quand il le crut suffisamment développé, il se contenta de le débrider lui-même avec une allumette taillée en pointe. Il était convaincu à marcher comme si de rien n'était; naturellement, lorsqu'il voulut faire un pas, il ne put le pavé, il poussait un cri qui faisait croire à ses amis qu'il éprouvait une atteinte de goutte.

A l'époque de son procès avec M. de Marazo, on a pu le rencontrer souvent aux abords du palais, buvant au bras d'un de ses bons amis, le docteur Villebon. Cela dura ainsi pendant cinq mois. Planche rencontrait chaque jour son ami et jamais il ne lui vint à l'idée de le consulter. Celui ci, qui voyait le coffre bon et la figure épanouie, croyait comme tout le monde aux rhumatismes. Enfin, il y a deux mois, Planche se mit au lit, se plaignant uniquement d'une diminution d'appétit.

Il y a quelques jours, le docteur Villebon, dans une visite d'amitié qu'il lui fit, crut découvrir certaines symptômes inquiétants, mais il lui fut impossible d'obtenir un aveu du malade. Cependant, on apporta un bain tandis qu'il était là, et bon gré malgré il entra le pied de Gustave Planche : un coup d'œil lui suffit pour lui révéler les désordres affreux qui s'étaient déclarés dans son sang. Un médecin moins habile que le docteur Villebon aurait immédiatement prescrit des bains sulfureux, mais il savait que le malade était plus qu'indiqué, et malgré les protestations de G. Planche, il le fit conduire à la maison de santé du docteur Dubois, afin qu'il puisse y être soigné.

Le lendemain de son entrée, Planche, vivant seul, habitait une chambre d'hôtel. Le docteur Villebon assemble quelques célébrités médicales en consultation, afin de résultat de cet examen laissa peu d'espoir de sauver le malheureux artiste. Du pied, qui était perdu, les désordres envahirent la jambe et tout l'appareil de la circulation fut attaqué.

C'est le 19 septembre, à 5 heures du soir, que M. Gustave Planche a expiré. Pendant toute la durée de sa maladie, le savant docteur a reçu les témoignages de sympathie des représentants les plus éminents de l'art et de la littérature. A peine âgé de cinquante ans, M. Planche avait déjà la taille voûtée et la physionomie d'un vieillard. Son talent supérieur ne l'empêchait pas au dehors ; il avait un dédain morose pour le luxe, l'élégance et le simple bien être. Il fût mort dans un grenier si ses amis ne se fussent montrés plus soucieux que lui de sa santé et de sa vie.

Né à Paris le 16 février 1808, M. Gustave Planche, après d'excellentes études au collége Bourbon, commença sa carrière de critique que la découverte de dilapidations considérables, mais elle ne durerait pas longtemps.

A Paris, on s'occupe à peu près exclusivement du voyage de l'empereur Napoléon III en Allemagne.

La correspondance suivantes, donne quelques détails sur les derniers événements ministériels :

"Madrid, 16 septembre.

"La crise ministérielle est terminée. Les ministres demeurent à leurs postes respectifs, après avoir reçu de la reine d'éclatans témoignages de sa satisfaction et de sa confiance. On croit que le général Lersundi conservera le portefeuille de la marine, et que l'idée de remplacer le général Concha à la Havane est abandonnée, quant à présent. M. Marfori doit être nommé lieutenant du palais.

"Le général Armero et M. Mayano, à qui certaines versions faisaient jouer un rôle dans les combinaisons politiques à la suite d'un changement de cabinet, doivent quitter ces jours ci Madrid: le premier pour se rendre dans ses propriétés d'Andalousie, le second pour se transporter à Valence. Beaucoup d'hommes politiques qui prenaient leurs vacances commencent à rentrer à Madrid.

"On assure que sous peu de jours paraîtra le décret de convocation des Cortès.

"La *Discussion*, journal démocratique, a été condamné pour la troisième fois par le tribunal de la presse, à 10.000 reaux d'amende."

MORT DE GUSTAVE PLANCHE.

Nous lisons dans une correspondance :

Le plus célèbre représentant de la grande critique, — Gustave Planche, — vient de mourir. Il y a neuf ou huit mois, il